



Atlas des inégalités : « Après le constat, les propositions »

Gilles Poux, maire PCF de **La Courneuve**, a fait réaliser un audit sur les manquements de l'Etat dans sa commune. Il propose une série de mesures afin d'y remédier.

LA COURNEUVE

PAR GWENAEL BOURDON

Après le rapport parlementaire sur les défaillances de l'Etat en Seine-Saint-Denis, voici... l'Atlas des inégalités territoriales à **La Courneuve**. **Gilles Poux** (photo ci-contre), maire (PCF) de la commune de 41 733 habitants, dévoile aujourd'hui cet épais document de cent pages. Des chiffres en cascade, dans tous les domaines (emploi, santé, éducation, sécurité...) pour « mettre en lumière la non-action de l'Etat face à des discriminations qui ne cessent de s'aggraver ». Le sujet n'est pas neuf. Il y a dix ans déjà, **Gilles Poux** déposait une plainte pour « discrimination territoriale » – jugée recevable auprès de la Halde*.

L'élue avance aujourd'hui 18 « propositions pour rétablir l'égalité républicaine » – chiffrées à 10 Mds€ – que ce soit à **La Courneuve**, en Seine-Saint-Denis, mais aussi dans les territoires ruraux et d'outre-Mer. **Pourquoi cet « atlas » ?**

GILLES POUX. L'idée n'est pas d'en rester au constat mais de passer aux propositions. Un tel décrochage n'est pas acceptable. Il faut remettre l'égalité au cœur de ce territoire. La politique de la ville n'est que de l'essaimage, un outil pour faire baisser la température et pour gérer l'inacceptable.

Il y a dix ans, vous aviez saisi la Halde. A quoi cela a-t-il servi ?

A faire valoir la discrimination à l'adresse, désormais sanctionnée par la loi. On a fait bouger les men-

talités. La Courneuve s'était aussi fait connaître avec cette plainte, et ça a joué pour obtenir la gare du Grand Paris Express aux Six-Routes.

« NOUS NE SOMMES PAS SUR UN PIED D'ÉGALITÉ, DU FAIT DU DÉSENGAGEMENT STRUCTUREL DE L'ETAT »

Votre ville

va-t-elle mieux aujourd'hui ? Elle se développe, elle s'équipe... Mais la population n'a pas vu sa situation s'améliorer. Quand prendra-t-on les mesures nécessaires ? La Courneuve compte 36 % d'étrangers. 500 adultes bénéficient aujourd'hui de cours de français. J'ai dit à la préfecture qu'il en faudrait 2 000 à la rentrée. Sinon, comment vivre ensemble et leur permettre de faire valoir leurs droits ?

Parmi vos propositions, outre la refonte de la politique de la ville, il y a la création d'emplois réussite ». De quoi s'agit-il ?

Sur le territoire de Plaine Commune, 10 à 15 Mds€ vont être investis sur les huit prochaines années. Certaines entreprises installées ici ne jouent pas le jeu. General Electric (NDLR : ex-Alstom) a beau avoir signé une charte avec Plaine Commune, elle ne prend pas un stagiaire de **La Courneuve** ! Il faut obliger les sociétés à embaucher les habitants et les former. Voilà l'idée de ces « contrats réussite », d'une durée d'au moins cinq ans.

L'Etat est-il seul responsable ? Et les élus locaux, comme vous ?

On s'interroge toujours sur ce

qu'on peut améliorer, en tant qu'élue. Mais vous n'y pouvez rien : nous ne sommes pas sur un pied d'égalité, du fait du désengagement structurel de l'Etat. Dernier exemple en date : la fermeture du Trésor public l'an dernier à **La Courneuve**. Les gens doivent désormais aller à Aubervilliers.

Les élus du département travaillent sur les suites du rapport parlementaire sur les actions de l'Etat en Seine-Saint-Denis. Vous prenez vos distances avec eux ?

Au contraire. Je ferai partie des groupes de travail. La démarche est la même. J'ai voulu donner des éléments factuels et passer aux propositions. La bataille se poursuivra, avec eux mais aussi avec d'autres.

Vous allez faire un « tour de France », pour vous rapprocher d'autres élus, d'associations ?

Oui, et nous organiserons, le 13 juin, des rencontres nationales à **La Courneuve**, autour de nos propositions.

**Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, dissoute en 2011 et remplacée par le Défenseur des droits*



REPÈRES

Pour réaliser cet « Atlas », le cabinet d'études Eneis by KPMG a mené des entretiens avec « des décideurs et des administrés » de la ville, et a recoupé des chiffres fournis par les services municipaux, administrations et acteurs locaux, au cours d'une enquête de trois mois (de novembre et janvier). L'atlas compare ces données à celles d'autres collectivités : Les Pavillons-sous-Bois, le XIII^e arrondissement de Paris, Le Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne) et Vaulx-en-Velin (Rhône).

■ **1 ACTIF SUR 5** occupe un emploi précaire (deux fois plus qu'aux Pavillons-sous-Bois).

■ **1 AGENT PÔLE EMPLOI** pour 160 chômeurs (contre 1 pour 116 en France).

■ **15,34 % DES MOINS DE 3 ANS** accueillis en crèche ou chez une assistante maternelle (le taux d'accueil le plus bas du département).

■ **5 FOIS MOINS DE PROFESSIONNELS** de santé qu'à Paris, pour 1 000 habitants.

■ **LA MOITIÉ DES 15 ANS ET PLUS** ayant quitté l'école n'est pas diplômée ou dispose du brevet des collèges (contre 41 % au Vaulx-en-Velin et 39 % en Seine-Saint-Denis).

■ **Parmi les 18 propositions formulées par le maire de La Courneuve :**

- Un moratoire sur toute réduction des moyens de l'Etat

- Création d'un service public de la petite enfance, avec un droit opposable pour les familles sans solution de garde

- Création de contrats incitatifs pour attirer les fonctionnaires expérimentés dans les quartiers prioritaires

- Dédoublage des classes de 6^e et de 2^{de}

- Création d'un service public d'éducation à la langue française pour adultes.



Avec son enquête, le maire de La Courneuve veut « mettre en lumière la non-action de l'Etat face à des discriminations qui ne cessent de s'aggraver ».